

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1985/NGO/9
7 août 1985

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre les
mesures discriminatoires et de la protection
des minorités

Trente-huitième session

Point 11 de l'ordre du jour

ETUDE DU PROBLEME DE LA DISCRIMINATION A L'ENCONTRE
DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Déclaration écrite présentée par le Four Directions Council,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est distribuée
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[6 août 1985]

Comme l'éminent expert du Ghana l'a fait observer à la quatrième session
du Groupe de travail sur les populations autochtones, le colonialisme est à
l'origine même du problème des autochtones. Les organisations autochtones
ont exprimé le même avis et ont maintes fois souligné que ce problème peut être
réglé par l'autodétermination, l'administration interne ou l'autonomie. Toutefois,
l'emploi du terme "autodétermination" inquiète vivement de nombreux gouvernements,
car ils le considèrent comme synonyme d'indépendance. Ce n'est pas forcément
le cas, mais il est évident que nous devons redéfinir le terme "autodétermination"
dans le contexte autochtone et, d'une manière générale, dans le cadre de l'ère
postcoloniale actuelle.

Autodétermination et décolonisation

Le principe de l'autodétermination a été proclamé en vue de donner une réponse
pratique à un problème historique particulier : la domination des empires européens
en Afrique, en Asie et dans une grande partie des îles des Caraïbes et du
Pacifique. L'impérialisme, constitué par la concentration de la puissance mondiale
entre quelques Etats européens, a été considéré comme une menace directe sur la
paix et la sécurité internationales et une si grande priorité a été donnée au
démantèlement rapide des empires qu'une attention trop limitée a été accordée
aux solutions autres que l'indépendance aux anciennes colonies. De fait, de
nombreuses colonies ont été émancipées sans qu'il n'ait été tenu compte des
processus démocratiques et à la suite de simples consultations diplomatiques.

Comme les territoires libérés étaient isolés des Etats existants et étaient peuplés par d'importantes majorités autochtones, aucun véritable obstacle pratique ne s'opposait à leur indépendance immédiate. Toutefois, dans certains cas, une décolonisation hâtive a abouti à la libération de territoires et non de leurs peuples. La préférence a été accordée aux frontières légales existantes, dont la plupart avaient été établies pour la commodité des puissances colonisatrices, et non aux structures linguistiques et culturelles, ce qui a donné naissance dans certaines régions à des tensions permanentes qui ont malheureusement encouragé les conflits et les interventions extérieures, menaçant ainsi l'intégrité des Etats ayant récemment accédé à l'indépendance.

Cette situation montre qu'il convient d'examiner la possibilité de passer par une "seconde phase" de décolonisation, au cours de laquelle les Etats ayant récemment accédé à l'indépendance concluraient des arrangements constitutionnels régionaux, y compris des dispositions visant à établir l'autonomie régionale de groupes ethniques territoriaux distincts, pour concilier les différences régionales et renforcer l'unité nationale.

Autodétermination et "populations autochtones"

Telle qu'elle est utilisée par les organismes des Nations Unies, l'expression "populations autochtones" désigne en général des groupes aborigènes distincts soumis à une administration extérieure au sein d'Etats qui ont accédé à l'indépendance avant l'établissement du programme de décolonisation de l'Organisation des Nations Unies (voir l'"Etude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones", E/CN.4/Sub.2/283/21/Add.8, par. 379; E/CN.4/1985/NGO/6). Pour des raisons pratiques de sécurité, les Etats se sont en général opposés à toute idée d'accorder l'indépendance à ces groupes, en invoquant les principes de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale des Etats, conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale. Ces objections ne tendaient pas nécessairement à refuser de reconnaître aux populations autochtones la jouissance du droit à l'autodétermination, car l'autodétermination peut également comprendre différentes formes d'autonomie régionale ou de fédéralisme au sein d'Etats existants, comme l'a laissé entendre l'Assemblée générale dans ses résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV). Ainsi, il serait particulièrement judicieux de considérer l'autonomie régionale comme un compromis entre les principes de l'autodétermination et de l'intégrité territoriale dans l'étude de la question des enclaves occupées par des populations autochtones. A notre avis, ce compromis devrait permettre d'assurer une stabilité et une sécurité nationales bien plus grandes que le rejet absolu des aspirations des populations autochtones à une plus grande liberté politique, culturelle, et économique.

Cette suggestion ne veut pas dire qu'il n'y a pas de populations autochtones qui ne puissent prétendre à bénéficier d'une décolonisation au sens classique du terme. De nombreux groupes rangés actuellement dans la catégorie des "autochtones" constituent en fait la majorité au sein d'un Etat existant, comme c'est le cas dans certaines parties de l'Amérique centrale et du Sud, ou au sein d'un territoire insulaire revendiqué ou contrôlé par un Etat voisin, comme c'est le cas dans des régions de l'Australasie et de l'Amérique du Nord. Dans ces cas, aucun compromis ne s'impose entre les principes de l'autodétermination et de l'intégrité territoriale.

L'autodétermination en tant que droit permanent

Comme il ressort de l'étude récente du Secrétaire général intitulée "La participation populaire" (E/CN.4/1985/10), un certain nombre d'Etats estiment que le droit à l'autodétermination subsiste après l'indépendance, mais n'est plus un droit collectif à la décolonisation, mais un droit individuel à la participation démocratique à un gouvernement par le biais (par exemple) d'élections libres. En d'autres termes, ces Etats soutiennent que l'autodétermination comprend à la fois le droit d'un peuple à constituer son propre gouvernement indépendant et le droit qui en découle pour tout individu membre de ce peuple de contrôler le nouveau gouvernement par des processus démocratiques. Certes, nous soutenons l'idéal d'un gouvernement assurant la participation populaire, mais, à notre avis, ce droit est déjà consacré à l'article 25 du Pacte international aux droits civils et politiques. De l'avis des rédacteurs du Pacte, l'autodétermination en tant que droit collectif (article 1) et le droit des individus à participer à un gouvernement (article 25) sont donc deux questions distinctes.

L'autodétermination comporte-t-elle une sorte de droit collectif, différent de la participation populaire, qui subsiste après l'indépendance ? Nous pensons qu'il en est bien ainsi et que ce droit permanent découle du fait que de nombreux Etats, en raison d'un accord d'association librement conclu lors de l'indépendance, ou simplement de leur histoire avant leur accession à l'indépendance, se composent d'ensembles de groupes territoriaux culturellement distincts qui résistent à l'intégration dans une seule nouvelle culture nationale. Que ces Etats multiculturels soient le résultat de processus volontaires ou involontaires, il nous semble que leur survie dépend de leur capacité de respecter les différences régionales et de les concilier dans le cadre d'arrangements politiques régionaux novateurs. Tout programme d'intégration involontaire risque probablement d'échouer, d'engendrer des conflits et de susciter une intervention extérieure.

Nous estimons donc que la conception unitaire traditionnelle des Etats indépendants est en passe de perdre son sens pratique dans notre monde contemporain. Le même pragmatisme qui a donné naissance à la définition originale du principe de l'autodétermination dans la période qui a suivi la guerre dans les empires européens plaide en faveur de la reconnaissance d'un droit collectif permanent de communautés territoriales distinctes à une certaine autonomie librement négociée dans le monde d'Etats nombreux et divers d'aujourd'hui.